

La Palestine après Abbas : scénarios potentiels et stratégies d'adaptation

Description

after-abbas-photo

Par Hani al-Masri, Noura Erakat, Jamil Hilal, Sam Bahour, Jaber Suleiman, Diana Buttu, Wajeh Abu Zarifa, Alaa Tartir

le 22 novembre 2016

Aperçu

Dans les mois qui ont précédé les élections américaines, les manœuvres entre factions palestiniennes se sont enflammées à l'approche de la période de l'après Abbas. On espérait que la septième conférence du Fatah longtemps repoussée, programmée pour le 29 novembre 2016, fournirait quelques aperçus sur ce à quoi une transition du pouvoir pourrait ressembler, répondant à la question de savoir quand et comment Mahmoud Abbas pourrait abandonner l'un ou la totalité des trois postes qu'il détient : président de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), chef de l'Autorité Palestinienne (AP) et chef du Fatah, faction politique palestinienne la plus importante.

Avec l'élection de Donald Trump, Israël pense qu'il a maintenant les mains libres pour faire ce qu'il veut dans les Territoires Palestiniens Occupés (TPO) et au-delà, rendant d'autant plus difficile la transition de la direction palestinienne. Dans ce tour de table, les analystes politiques d'Al-Shabaka étudient les différents scénarios pour une Palestine post Abbas. Alors que certains comme **Hani Masri** pensent que les Palestiniens ont beaucoup à craindre d'une vacance du pouvoir à cause d'une fragmentation supplémentaire et d'ingérences extérieures, d'autres telle **Noura Erakat** soutiennent que les Palestiniens ont plus à gagner étant donné les opportunités de changement. **Jamil Hilal** met en garde contre les dangers d'une violente lutte de pouvoir et plaide pour le recours à une lutte pour les droits collectifs du peuple palestinien tout entier plutôt que pour le destin d'un individu ou de sa cohorte élitiste. **Sam Bahour** étudie les différents candidats et les différents acteurs et remarque que les autres factions de l'OLP ont perdu toute force qu'ils ont pu avoir autrefois parce que leur existence politique est garantie par l'autorité qu'ils pourraient chercher à défendre.

Jaber Suleiman, qui écrit depuis le Liban, avertit qu'un effondrement de l'AP pourrait provoquer une vague de migration ou de déplacement vers la Cisjordanie et la remise en vigueur des projets israéliens de gestion de la Cisjordanie et de la Bande Gaza avec la Jordanie ou l'Égypte, avec des implications pour les communautés palestiniennes du Liban et d'ailleurs. **Diana Buttu** espère que les nouveaux dirigeants dénoueraient les effets désastreux des Accords d'Oslo, feraient rendre compte à Israël, et établiraient des stratégies populaires vers une ferme détermination plutôt que vers une simple « gestion » de l'AP. Au vu des différentes issues possibles, **Wajeh Abu Zarifa** exhorte les Palestiniens à affermir l'état de Palestine reconnu par l'ONU en créant une Assemblée Constituante. Le directeur de programme d'Al-Shabaka, **Alaa Tartir**, a tenu le rôle de modérateur de cette table ronde.

Hani Al-Masri

Il n'est pas sûr du tout qu'Abbas quitte bientôt ses fonctions. Les faits portent à croire qu'il va vraisemblablement chercher à prolonger son mandat en faisant pression pour convoquer la septième conférence générale du Fatah. Cela permettrait également de contrecarrer le retour de Mohammed Dahlan

au Comité Central du Fatah en tant que successeur d'Abbas ou en tant qu'acteur qui choisirait et contraindrait le successeur. Le fait qu'il n'existe pas d'alternative nationale, parce que la plupart des successeurs envisagés font partie du même courant de pensée, était ce scénario.

Les scénarios de l'après Abbas dépendent de son départ, à savoir s'il suit la conférence générale du Fatah, la réunion du Conseil National Palestinien, la fin de la division Fatah-Hamas, ou le retour de Dahlan au Fatah. Si Abbas devait partir avant la tenue de la conférence et le retour à l'unité, la lutte de succession serait féroce et conduirait vraisemblablement au chaos et aux querelles intestines. Cela pourrait provoquer l'effondrement de l'AP, son éclatement en plusieurs autorités, ou la transformer en serviteur d'Israël dans le style de l'Armée du Sud Liban. Si Abbas quitte son poste après s'être mis d'accord sur un vice-président du Fatah, un vice-président de l'OLP et un vice-président de l'AP au lieu d'attribuer ces trois fonctions à une seule personne comme ce fut le cas depuis la création de l'AP alors on aurait une chance de minimiser le chaos.

Les scénarios de l'après Abbas dépendent aussi de la nature de son départ, par démission, maladie ou assassinat. Un assassinat déclencherait le pire scénario au vu de la menace de Dahlan comme quoi il ne laisserait pas Abbas kidnapper le Fatah en convoquant sa septième conférence. Un autre scénario comporte une alliance de Dahlan avec le Hamas, bien qu'elle puisse ne pas pouvoir prendre forme parce que le Hamas pourrait réaliser que son inimitié envers Dahlan et l'alliance arabe qui le soutient (Egypte, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis et Bahreïn) est plus forte que son inimitié envers Abbas.

Les Palestiniens ont beaucoup à craindre d'une vacance du pouvoir qui pourrait fournir à Israël, au Quartet arabe, aux groupes Takfiris et extrémistes, ou au Hamas et autres factions palestiniennes de gauche ou islamistes, l'opportunité de se saisir du pouvoir (1). Les deux scénarios les plus probables seraient la prise de contrôle par Israël ou le retour de la curatelle arabe sur les Palestiniens. L'un et l'autre sont indésirables, surtout depuis que les pays arabes qui voudraient imposer une curatelle, telle l'Arabie Saoudite, entretiennent des relations étroites avec Israël et ont une coopération accrue avec lui pour combattre le terrorisme, les mouvements Takfiris, l'Iran et les Frères Musulmans.

Afin d'empêcher ces scénarios défavorables, les forces politiques palestiniennes de gauche et autres, ainsi que les associations de la société civile et du secteur privé national, doivent restaurer le discours de libération et de défense des droits, redéfinir le projet national et reconstruire le mouvement national afin qu'il se fonde sur une véritable participation politique démocratique, avec pour but de tenir des élections à tous les niveaux. Ces élections ne devraient pas être considérées comme un moyen de résoudre le conflit interne, mais plutôt comme une compétition dans le cadre d'une union.

Le débat autour de ces questions devrait transcender celui des cercles élitistes afin de devenir plus accessible au grand public. On peut y parvenir grâce aux réseaux sociaux aussi bien que traditionnels, des conférences populaires et nationales aux niveaux régional et national, et éventuellement des pétitions, des rassemblements statiques et des manifestations.

Noura Erakat

Mahmoud Abbas contrôle une institution à l'AP qui se reproduit dans chacune de ses nombreuses parties, indépendamment de la tête de l'État. Son fonctionnement est dépendant des financeurs et des gardiens extérieurs, dont les États Unis et Israël, qui ont intérêt à la garder telle quelle, surtout à cause de sa fonction administrative qui atténue le fardeau de l'occupation tout en aidant à maintenir le conflit. En plus, 40 % de la population palestinienne travaille dans le secteur public et a donc, elle aussi, intérêt à prolonger un statu quo qui, bien que nuisible pour ses intérêts essentiels, est en même temps nécessaire à ses moyens d'existence et à sa survie.

Le scénario post Abbas le plus vraisemblable verra la nomination d'un leader intérimaire jusqu'à ce qu'il puisse organiser des élections. La plupart des projections faites sur la succession à la tête de

lâ??tâ??tat concernent des acteurs bien connus tels que Mohammed Dahlan et Jibril Rajoub. Se fondant sur un soutien interne et externe aussi bien que sur lâ??tendue de la menace quâ??il a mise contre Abbas et la vieille garde du Fatah, la candidature de Dahlan est aussi réaliste quâ??effrayante. Les tentatives passées pour exclure la Bande de Gaza des urnes et pour marginaliser les projets électoraux du Hamas démontrent que ce genre dâ??élection sâ??avèrerait extrêmement discutable.

Les scénarios catastrophes comportent un effondrement de lâ??AP et sa prise de contrôle par les forces rivales du Hamas. Cependant, il est peu probable que le Hamas se risque directement à affronter Israël en Cisjordanie. Au moins que ne soit prévue une nouvelle escalade dans la Bande de Gaza et une offensive israélienne simultanée en Cisjordanie. Ce qui est improbable, au moins que le résultat ne recalibre le statu quo en sa faveur, ce qui serait très étonnant. Au moins que la baisse du soutien populaire au Hamas en Cisjordanie et le coût de la tenue de deux fronts. Plutôt que dâ??utiliser la force, les leaders du Hamas organiseront probablement des manifestations pendant les élections et sâ??en serviront pour légitimer ensuite leur gestion de la Bande de Gaza.

Le peuple palestinien a plus à gagner quâ??à perdre dâ??une vacance du pouvoir parce que celle-ci crée une ouverture au changement et un changement structurel est nécessaire pour obtenir la libération des Palestiniens. Une nouvelle direction aurait à démanteler les structures pernicieuses de lâ??AP, à clarifier le cadre dâ??Oslo nul et non avenu, mettre fin à la coopération économique et sécuritaire avec Israël et mettre lâ??accent sur la poursuite de la lutte de libération.

Une restructuration aussi radicale dépend de la mobilisation populaire par une masse critique. La minutieuse fragmentation juridique, politique et sociale de la population palestinienne par Israël a contrecarré la formation dâ??une telle masse. La confluence de facteurs inconnus et imprévus est nécessaire pour surmonter cette fragmentation ; le départ dâ??Abbas peut être lâ??un des facteurs de cette constellation, mais il nâ??est pas suffisant.

Le changement viendra finalement plus vraisemblablement dâ??une base populaire de la jeunesse qui ne doit rien aux cadres institutionnels actuels et a plus dâ??imagination et moins de craintes à propos des perspectives dâ??avenir. Ce genre de base nâ??existe pas pour lâ??instant, même si quelques graines en sont présentes dans le paysage palestinien à Iqrit, Haifa, Ramallah, Jérusalem, la ville de Gaza et Naplouse.

Jamil Hilal

Des institutions nationales indépendantes et légitimes nâ??entraineront pas lâ??élection dâ??un leader après Abbas parce que ces institutions ne fonctionnent pas. Le Conseil National Palestinien (CNP) est à lâ??arrêt depuis les Accords dâ??Oslo, et les institutions législatives, juridiques et exécutives ont été fractionnées politiquement, territorialement et institutionnellement depuis juin 2007 lorsque le Hamas a pris le contrôle de la Bande de Gaza. Le Fatah, en tant que parti politique en charge, fait lâ??expérience de ses propres schismes internes avec la faction de Mohammed Dahlan opposée au leadership dâ??Abbas.

Résultat, une petite élite politique à lâ??intérieur de la direction du Fatah, plutôt que la totalité de la population palestinienne, décidera de qui dirigera après Abbas. Sans lâ??existence dâ??institutions nationales pour représenter les diverses communautés palestiniennes à lâ??intérieur de la Palestine historique et dans la diaspora, la question du leadership ne peut être résolue de façon satisfaisante. Elle restera controversée jusquâ??à lâ??établissement dâ??institutions nationales représentatives mais, au moins que la fracture entre le Fatah et le Hamas, la vraisemblance de cet établissement demeure lointaine. Toute lutte violente de pouvoir pour le leadership à lâ??intérieur du Fatah signifierait une augmentation de la fragmentation politique et géographique et de lâ??ingérence israélienne, régionale et internationale dans les affaires politiques, économiques et sociales palestiniennes.

Le jeu de devinettes pour savoir qui a une chance de succéder à Abbas nâ??est pas motivé par un souci des intérêts nationaux palestiniens, mais par celui des intérêts israéliens ainsi que des puissances régionales

et internationales soucieuses de leur rang.

L'attention des Palestiniens devrait se focaliser sur la reconstruction de leur représentation nationale sur une base démocratique et inclusive pour intégrer toutes les communautés palestiniennes qui se trouvent dans et hors de la Palestine historique. Leur préoccupation devrait être le combat pour les droits collectifs du peuple palestinien tout entier, plutôt que le sort d'un individu et de sa cohorte élitiste. Les Palestiniens ont besoin de restaurer l'autorité et le prestige palestiniens sous la forme d'institutions, d'associations, de visions et de stratégies qui permettent, non seulement d'éclairer les leaders politiques, mais aussi les leaders communautaires. Ces leaders devraient chercher à unir tous les Palestiniens dans leur lutte pour la liberté, la dignité, le droit au retour et l'autodétermination. Tout autre projet n'est qu'une distraction ou une illusion.

Sam Bahour

À la mort de Yasser Arafat en 2004, la Loi Fondamentale Amendée à l'équivalent d'une constitution a été respectée : le Conseil Législatif Palestinien (CLP) et son orateur ont pris le relais pour 60 jours jusqu'à ce que les élections prennent place. Aujourd'hui, étant donné qu'il n'y a pas de CLP opérationnel et que l'orateur supposé appartient au Hamas, il est vraisemblable que cette loi ne sera pas respectée. Au contraire, des « mesures extraordinaires » seront invoquées pour garder le contrôle. Cela pourrait signifier que le Comité Central du Fatah libèrera et s'adressera au Comité Exécutif de l'OLP dominé par le Fatah pour rendre la décision effective. Les autres factions de l'OLP, ayant perdu toute influence secondaire qu'ils ont pu avoir auparavant, pourront mettre cette décision en question, mais cela créerait un conflit avec l'administration qui aujourd'hui, garantit leur existence politique. Étant donné que le Fatah est gravement fragmenté, il est difficile de savoir s'il serait capable de se mettre d'accord sur une simple personne ou sur un dispositif pour assumer le rôle du leadership. Une division du travail entre les chefs de l'Autorité Palestinienne et de l'OLP peut intervenir pour satisfaire les agendas personnels concurrents.

Les inquiétudes à venir sont nombreuses. En tout premier, il y a la peur d'une ingérence régionale ou internationale dans les décisions nationales. Les Palestiniens ont déjà subi cela ces quelques dernières années, et ce genre d'ingérences pourrait avoir des effets dévastateurs si on les laissait s'envenimer ou s'accroître. Une autre crainte, c'est que la direction de l'AP puisse tenter une captation de pouvoir, étant donné ses ressources, sa reconnaissance internationale et ses forces de sécurité. Encore une autre inquiétude, c'est la possibilité que l'un des chefs des forces de sécurité n'essaie de prendre le contrôle politique ; pourtant, ceci n'est pas vraisemblable car aucune des forces de sécurité n'est auto-suffisante. Enfin, il y a le risque qu'Israël installe l'un de ses opérateurs dans le rôle de leader. Cependant, une action plus vraisemblable de la part d'Israël serait qu'il proclame un État à Gaza pour les Palestiniens pour ensuite asseoir la présence israélienne en Cisjordanie, peut-être en annexant entièrement. Si Israël agissait ainsi et si le Hamas à Gaza était ouvert à ce genre de mesure, la désunion actuelle pourrait alors être irréparable.

Pour sauvegarder le peu qui reste d'intégrité représentative dans le système politique palestinien et contrer les menaces évoquées plus haut, les Palestiniens doivent exiger deux actions immédiates : 1) qu'Abbas convoque des élections pour rétablir le CLP, tout en comprenant que, même s'il ne représentait que les Palestiniens de Cisjordanie, il pourrait rapidement être activé et gagner quelque légitimité populaire (2) ; et 2) que le Comité de Direction temporaire de l'OLP, qui renferme tout l'OLP ainsi que ses factions nationales, se réunisse avec pour mandat de permettre la formation et la reconnaissance de nouveaux partis politiques. Ceci ouvrirait la voie à une réinstallation du système politique palestinien grâce à une représentation proportionnelle via l'instance suprême de l'OLP, le Conseil National Palestinien (CNP).

Jaber Suleiman

Nous allons probablement faire face à deux scénarios majeurs post Abbas. Le premier, c'est le chaos. Le départ d'un président qui a monopolisé le pouvoir décisionnel, ainsi que l'incapacité du système

politique palestinien à renouveler sa légitimité expirée, menacent de faire de cette lutte pour le pouvoir, non pas un combat sur un désaccord politique, mais des luttes internes et une division accrue. Ce genre de situation aboutira probablement à une séparation complète des deux autorités à Gaza et à Ramallah, avec encore plus de division à l'intérieur de la Cisjordanie, le Hamas contraindant ses parties méridionales. L'ingérence arabe et régionale, particulièrement de la part du Quartet arabe, ajouterait au chaos. Israël, qui a insisté sur la confirmation que sa prétention comme quoi les Palestiniens sont incapables de se gouverner eux-mêmes et indignes d'une autorité autonome, a fortiori d'un Etat, pourrait aussi jouer un rôle.

Ce scénario pourrait culminer dans l'effondrement de l'AP et provoquerait une vague de migration ou de déplacement vers la Jordanie. Ce genre de mouvement raviverait en toute vraisemblance des projets tels que la combine de Shimon Peres de partager la gestion de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza avec la Jordanie ou l'Egypte, mais sous une nouvelle forme dans laquelle l'AP/PLO remplacerait la Jordanie ou l'Egypte. Un scénario comme celui-ci aurait un impact désastreux sur l'unité de la communauté palestinienne au Liban, surtout quand on sait que les Palestiniens du Liban ont à peine pu éviter les implications de la division palestinienne et plaident pour un programme national unifié qui s'adresse aux droits inaliénables des Palestiniens, en plus de leur lutte pour leurs droits fondamentaux au Liban.

Le deuxième scénario serait une transition pacifique du pouvoir grâce à un intérim de la direction nationale, consenti via un accord de conciliation semblable à l'Accord du Caire. Cette direction aurait besoin de rectifier les relations entre l'OLP et l'AP, étant donné que l'AP est un outil de l'OLP et non l'inverse. Et cela nécessiterait une réforme démocratique authentique des structures de l'OLP, particulièrement du Conseil National Palestinien, ainsi qu'en ce qui concerne la relation de l'AP avec l'État et le mécanisme de la prise de décision de l'AP.

Israël et quelques partis arabes récuseraient ce scénario parce qu'ils préféreraient contrôler la « carte » palestinienne. Par conséquent, cela exigerait non seulement une volonté politique de la part de toutes les factions nationales, spécialement le Fatah et le Hamas, mais aussi la mobilisation de la « majorité silencieuse » palestinienne, c'est-à-dire tous les cadres populaires nationaux en Palestine et dans la diaspora. Le but serait de constituer un bloc de cette majorité capable d'exercer une pression sur les factions pour qu'elles choisissent une transition pacifique et reconstruisent le système politique et ses institutions nationales sur des bases démocratiques.

Diana Buttu

Après Abbas, plusieurs scénarios sont possibles : Une transition de pouvoir pacifique par l'orateur du Conseil Législatif Palestinien (CLP) ; une lutte de pouvoir entre individus à l'intérieur du Fatah ou de l'OLP, aboutissant à de multiples « leaders » ; ou un vacance du pouvoir jusqu'à ce que des élections soient organisées et tenues. Étant donné le chaos qu'Abbas a créé et le désarroi concomitant dans les partis politiques palestiniens, il est peu probable que des élections soient bientôt organisées.

Les leaders palestiniens devraient se démentir pour se concilier avec le Hamas et faire les arrangements nécessaires pour une AP/OLP post Abbas qui proposerait une stratégie pour libérer la Palestine et commencer à représenter les Palestiniens qui vivent en Israël. Cette stratégie verrait de nouveaux leaders éliminer les effets désastreux des Accords d'Oslo, faire rendre compte à Israël et construire des stratégies populaires fermes et durables, plutôt que de simplement « gérer » l'AP.

Le spectre politique palestinien et la société civile pourraient aussi utiliser le changement de leadership pour reconstruire l'OLP afin qu'elle représente à la fois la société palestinienne et le changement d'époque dans la société palestinienne. Ce style de stratégie signifierait aussi appuyer sur la force du peuple palestinien tout entier et sur ses mouvements et éliminer les vaines négociations bilatérales. Dans un premier temps, la Palestine a besoin de briser le joug du chantage financier qui lie l'AP/OLP à ces négociations bilatérales. Par ailleurs, en introduisant les Palestiniens d'Israël, l'OLP peut finalement commencer à devenir la représentante de tous les Palestiniens, au lieu de saluer du bout des lèvres cette

intégration tout en marginalisant les Palestiniens qui ne vivent pas en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Une vacance du leadership signifierait s'écarter gravement de la focalisation sur cette stratégie, et c'est en fait le rêve d'Israël, qui lui permettrait de diviser et de conquérir et d'utiliser le temps du chaos pour construire davantage de colonies.

Wajeh Abu Zarifa

Si Abbas reste au pouvoir à court terme, le premier scénario possible est de tenir des élections présidentielle et législatives en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem, comme stipulé dans les Accords du Caire. Pourtant, cette option est peu vraisemblable au vu de la division et de la méfiance profondes entre le Fatah et le Hamas. Le deuxième scénario consiste à tenir des élections présidentielle et législatives partout où c'est possible, de telle sorte que, si Gaza les boycottaient, elles pourraient être organisées en Cisjordanie. Pourtant, cette option est également peu crédible, car elle accentuerait la division et augmenterait la probabilité d'une sécession. Par ailleurs, Israël peut ne pas accepter la tenue d'élections à Jérusalem, ce qui favoriserait la séparation de Jérusalem.

Lorsque Abbas quitte ses fonctions, il existe une quantité de scénarios possibles, y compris que le juge en chef du Tribunal Constitutionnel devienne le président de l'AP jusqu'à la tenue des élections, ou que la présidence de l'AP soit dévolue au Comité Exécutif de l'OLP, le secrétaire de l'OLP devenant président temporaire. Il existe pourtant un scénario plus concret et cohérent, même s'il n'est pas constitutionnel ou légitime : le premier ministre, dans son rôle de chef du pouvoir exécutif, assume la charge de président de l'AP. Des élections présidentielle et législatives se tiennent dans les deux mois qui suivent et exigent un consensus national. Pourtant, cette option, quoique la plus logique, est pour ainsi dire impossible étant donné les divisions actuelles.

Ainsi, il faut inviter toutes les forces politiques à engager un dialogue sérieux afin de développer les mécanismes nécessaires pour surmonter les divisions actuelles, mettre en œuvre les Accords du Caire, et tenir des élections présidentielle et législatives avant qu'Abbas ne quitte ses fonctions. Les Palestiniens ont également besoin de construire le cadre d'un leadership provisoire et le comité chargé de réformer l'OLP pour restaurer le Conseil National Palestinien et organiser une session qui réunirait tous les partis, dont le Hamas et le Jihad Islamique. Il faut constituer le Conseil Central et le Comité Exécutif de l'OLP, et nommer un nouveau président. A long terme, les Palestiniens ont besoin de consolider l'Etat de Palestine reconnu par l'ONU en créant une Assemblée Constituante composée de membres du Conseil Central, du Conseil Législatif, du gouvernement et du Comité Exécutif pour rédiger une constitution palestinienne et élire un président.

Hani al-Masri

Conseiller politique à Al-Shabaka, Hani Al-Masri est directeur général de Masarat, Centre palestinien pour la Recherche politique et les études stratégiques. Il a fondé et dirigé Badael, le Centre palestinien pour les Médias, la Recherche et les études, entre 2005 et 2011. Il a publié des centaines d'articles, de documents sur la recherche et la politique dans des revues et quotidiens palestiniens et arabes, notamment Al-Ayyam et Al-Safir. Il a auparavant occupé les fonctions de directeur général au Département Imprimerie et Publication du ministère de l'Information et a été membre du Comité gouvernemental pour la Commission du Dialogue qui s'est tenue au Caire en 2009. Il est membre du conseil d'administration de la Fondation Yasser Arafat.

Noura Erakat

Conseillère politique à Al-Shabaka, Noura Erakat est avocate palestinienne et défend les droits de l'Homme. Elle est actuellement professeure adjointe en législation internationale des droits de

lâ??Homme pour le Moyen-Orient Ã lâ??universitÃ© de Georgetown. Plus rÃ©cemment, elle a Ã©tÃ©
conseillÃ©re juridique dâ??une sous-commission du CongrÃ©s Ã la Chambre des reprÃ©sentants, et
conseillÃ©re en Affaires moyen-orientales pour Dennis Kucinich, membre du CongrÃ©s. Noura
commente rÃ©guliÃ©rement les questions liÃ©es Ã la politique Ã©trangÃ©re et Ã la lÃ©gislation
internationale des Ã©tats-Unis. Elle est apparue sur Al Jazeera International, dans Ã« *Politically
Incorrect* Ã» de la NBC, et Ã«*The Oâ??Reilly Factor* Ã» de Fox. Ses Ã©crits sont parus dans *The
Huffington Post*, dans le *Journal pour le Moyen-Orient et la loi islamique* de la facultÃ© de droit de
Berkeley, Counterpunch, Al-Majdal, et dans le MERIP (Projet de recherche et dâ??information pour le
Moyen-Orient).

Jamil Hilal

Conseiller politique Ã Al-Shabaka, Jamil Hilal est sociologue et auteur palestinien indÃ©pendant, et il a
publiÃ© de nombreux livres et articles sur la sociÃ©tÃ© palestinienne, le conflit israÃ©lo-arabe, et les
questions du Moyen-Orient. Hilal a occupÃ© et assure toujours un poste dâ??enseignant principal
associÃ© de recherche dans plusieurs institutions palestiniennes de recherche. Ses rÃ©centes
publications incluent des travaux traitant de la pauvretÃ©, des partis politiques palestiniens, et du
systÃ©me politique aprÃ©s Oslo. Il a publiÃ© *Where Now for Palestine: The Demise of the Two-State
Solution (OÃ¹ va maintenant la Palestine : la disparition de la solution Ã deux Ã©tats)* (Z Books, 2007),
et, avec Ilan Pape, *Across the Wall (De lâ??autre cÃ´tÃ© du mur)* (I.B. Tauris, 2010).

Sam Bahour

Conseiller politique Ã Al-Shabaka, Sam Bahour est consultant en affaires au titre de la Gestion de
lâ??information appliquÃ©e (AIM), spÃ©cialisÃ© dans le dÃ©veloppement, avec un crÃ©neau
particulier sur le secteur des technologies de lâ??information et les start-ups. Il est aussi prÃ©sident
des AmÃ©ricains pour une Ã©conomie palestinienne dynamique. Il a aidÃ© PALTEL et le Centre
commercial PLAZA. Jusquâ??Ã rÃ©cemment, il a Ã©tÃ© membre du conseil dâ??administration de
lâ??universitÃ© Birzeit et trÃ©sorier de lâ??universitÃ©. Il est aussi directeur de la Banque islamique
arabe et membre du conseil de Just Vision. Bahour est co-Ã©diteur de *HOMELAND : Oral History of
Palestine and Palestiniens (PATRIE : histoire orale de la Palestine et des Palestiniens)* (Olive Branch
Press). Il Ã©crit frÃ©quemment sur les affaires palestiniennes et son travail est diffusÃ© sur
www.epalestine.com.

Jaber Suleiman

Conseiller politique Ã Al-Shabaka, Jaber Suleiman est chercheur-consultant indÃ©pendant palestinien,
actuellement consultant pour le programme palestinien de lâ??UNICEF dans les camps de rÃ©fugiÃ©s
palestiniens au Liban. Il a Ã©tÃ© enseignant invitÃ© pour le Programme dâ??Ã©tudes sur les
rÃ©fugiÃ©s Ã lâ??universitÃ© dâ??Oxford. Il milite au sein du mouvement Droit au retour et pour la
sociÃ©tÃ© civile palestinienne, et il est le coordinateur du Centre pour les droits des
rÃ©fugiÃ©s/Aidoun, au Liban, et il a rÃ©digÃ© plusieurs Ã©tudes traitant des rÃ©fugiÃ©s palestiniens
et du droit au retour.

Diana Butta

ConseillÃ©re politique Ã Al-Shabaka, Diana Butta est avocate et elle a prÃ©cÃ©demment occupÃ© la
fonction de conseillÃ©re juridique dans lâ??Ã©quipe des nÃ©gociateurs palestiniens et elle a fait partie

de celle qui aide à gagner dans le litige relatif au Mur, devant la Cour de justice internationale. Elle commente fréquemment sur la Palestine pour des grands médias internationaux d'information comme CNN et BBC ; elle est analyste politique pour Al Jazeera International et une collaboratrice régulière à la revue *The Middle East*. Elle assure une pratique juridique en Palestine, se concentrant sur la législation internationale relative aux droits de l'Homme.

Wajeh Abu Zarifa

Membre politique d'Al-Shabaka, Wajeh Abu Zarifa est journaliste, professeur et chercheur en sciences politiques à Gaza, ainsi que membre de l'université de Chicago. Il est titulaire d'un doctorat en Sciences politiques de l'Institut de Recherche et d'Études arabes (basé au Caire), et d'une maîtrise en Études israéliennes de l'université de Jérusalem. Abu Zarifa a participé à un grand nombre de conférences et séminaires internationaux, et il a publié des documents scientifiques et des recherches, de même que des articles politiques et d'opinion. Il a travaillé dans la presse pendant 30 ans pour des médias locaux et internationaux, dont le plus récent est NBC News. Abu Zarifa a rempli un certain nombre de fonctions dans la communauté, notamment comme directeur du Bureau national de l'OLP pour la Défense de la terre et la Résistance contre les colonies, et comme membre du secrétariat du Syndicat des journalistes palestiniens.

Alaa Tartir

Alaa Tartir est le directeur de programme d'Al-Shabaka : le réseau politique palestinien. Tartir est aussi chargé de recherche au Centre sur les Conflits, le Développement, et la Consolidation de la Paix (CCDP), à l'Institut de Hautes Études internationales et du Développement (IHEID) et il est universitaire post-doctorant au Centre de Politique de Sécurité (GCSP) de Genève, Suisse. Tartir est aussi membre contributeur du Projet d'Économie politique de l'Institut des Études arabes, université George Mason, et membre contributeur du Groupe de réflexion stratégique palestinien. Entre autres fonctions, Tartir a servi antérieurement comme universitaire invité au Département d'histoire et d'histoire de l'art à l'université d'Utrecht, aux Pays-Bas, et comme chercheur au Département des Études en Développement international à l'École d'Économie et de Sciences Politiques de Londres (London School of Economics & LES), où il a obtenu son doctorat. Pour suivre Alaa Tartir sur Twitter : <https://twitter.com/alaatartir>, et pour lire ses publications : www.alaatartir.com

Notes :

(1) *Takfir* est accusé de quelque chose d'être un incroyant et est devenu une idéologie centrale de groupes militants (voir par exemple les Études Musulmanes d'Oxford et Le Monde Diplomatique).

(2) Haytham Al-Zubi a plaidé pour cet arrangement en 2013 op-ed. Voir « Avis Constitutionnel Serein au Président Palestinien », *Al-Quds*, 20 juillet 2013.

Traduction J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : AlShabaka

date créée

2016/11/26